

# Rapport Financier

# 2018

# Croissance de l'Actif Net Réévalué, Diversification du financement



**PAUL GEORGES DESPATURE,**  
Président du Conseil d'Administration.

Après une année 2017 marquée par une forte croissance, Edify a poursuivi sa progression en 2018.

Grâce à l'arrivée de Thermo-Technologies en septembre 2017, notre chiffre d'affaires consolidé a progressé de 19 % pour atteindre 550 M€.

Autre indicateur clé, notre Actif Net Réévalué s'est apprécié de 6 % à 467 M€. Il était de 293 M€ à la création d'Edify fin 2014. Sa progression régulière témoigne de la solidité de notre portefeuille et du potentiel de nos principales participations.

Le « deal flow » de l'année 2018 a été abondant, confirmant l'attractivité d'Edify pour accueillir des ETI à potentiel et les accompagner dans la durée. L'originalité de notre positionnement est ainsi reconnue : il repose sur de solides savoir-faire industriels et managériaux et une forte culture entrepreneuriale.

Notre croissance future nécessitera des moyens accrus. Aussi avons-nous souhaité diversifier nos sources de financement en procédant à l'émission d'un emprunt obligataire privé de 50 M€ d'une durée de 7 ans. Nous avons également mis en place, avec nos partenaires habituels, une ligne de crédit bancaire supplémentaire de 30 M€, portant la trésorerie mobilisable à près de 180 M€.

En 2019 nous porterons l'accent sur le renforcement de notre équipe afin d'assurer à nos participations l'accompagnement qu'elles attendent de nous et d'accroître notre capacité de recherche et de concrétisation de nouvelles opportunités.

Toutefois, nous resterons raisonnables dans un environnement de liquidité abondante et de taux d'intérêts bas qui entraînent l'inflation du prix des actifs. Nous continuerons de privilégier la qualité intrinsèque des entreprises, leur potentiel de croissance à long terme et l'adéquation de leurs valeurs avec les nôtres.

Je tiens à remercier le Conseil d'Administration et l'ensemble de l'équipe Edify qui travaillent en confiance au développement de notre société et de ses participations.

---

## **EDIFY – INVESTMENT PARTNER**

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

# Sommaire

---

**04**

## **RELATION ACTIONNAIRES**

**05**

## **ORGANISATION**

**06**

## **PANORAMA DES COMPTES**

**08**

## **RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018**

09 – Faits marquants de l'exercice

10 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

11 – Présentation des comptes

11 – Événement post-clôture

12 – Informations sur les activités en matière  
de recherche et de développement

12 – Informations sur les risques

13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres

13 – Existence de succursale

13 – Développement futur probable

13 – Affectation du résultat

**14**

## **DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

15 – Compte de résultat consolidé

16 – Bilan consolidé actif

17 – Bilan consolidé passif

18 – Tableau des flux de trésorerie

19 – Général

19 – Faits marquants

19 – Événement post-clôture

19 – Annexes aux documents comptables consolidés

**41**

## **RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ**

42 – Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

43 – Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires



# Relation actionnaires

## CAPITAL

Le capital de la société Edify S.A. (ci-après « Edify ») au 31 décembre 2018 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Dans le cadre des autorisations qui lui sont accordées, la société détient 1 590 actions Edify au 31 décembre 2018. Ces actions propres sont détenues par la société afin d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2018, la société a émis 498 083 parts bénéficiaires, représentant un total de 5 253 634,56 €.

La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

## COTATION

Edify est une société anonyme cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 pour une valeur d'introduction de 50 €.

Le cours moyen de l'action de l'année 2018 est de 59,60 € et le cours de clôture s'élève à 53 €.

## CONTRAT

Edify a conclu, le 11 décembre 2014, un contrat d'apporteur de liquidité avec Kepler Capital Markets.

## CALENDRIER FINANCIER 2019

<b>28 mars</b>	Publication des résultats de l'année 2018
<b>16 mai</b>	Assemblée Générale
<b>23 mai</b>	Publication du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2019
<b>26 septembre</b>	Publication des résultats du 1 <sup>er</sup> semestre 2019
<b>28 novembre</b>	Publication du chiffre d'affaires du 3 <sup>e</sup> trimestre 2019

# Organisation

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

**PAUL GEORGES DESPATURE**

Vice-Président

**WILFRID LE NAOUR**

Membres du Conseil d'Administration

**VICTOR DESPATURE**

**RUDOLF D. GRAF**

**FRÉDÉRIC GENET**

**AGNÈS LARUELLE**

## COMITÉ D'AUDIT

Président

**VICTOR DESPATURE**

Membre

**AGNÈS LARUELLE**

## COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

**PAUL GEORGES DESPATURE**

Membres

**FRÉDÉRIC GENET**

**WILFRID LE NAOUR**

## COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

**WILFRID LE NAOUR**

Membres

**JEAN GUILLAUME DESPATURE**

**ANTHONY STAHL**

## RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

**ERNST & YOUNG S.A.**



De gauche à droite :

**FRÉDÉRIC GENET,**

Ancien Administrateur Délégué de Société Générale Bank & Trust Luxembourg.

**WILFRID LE NAOUR,**

Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

**PAUL GEORGES DESPATURE,**

Président du Conseil d'Administration d'Edify. Précédemment Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

**AGNÈS LARUELLE,**

Membre du Comité Exécutif de MDO Management Company à Luxembourg.

**RUDOLF D. GRAF,**

Ancien Président du Conseil d'Administration de AFG Arbonia.

**VICTOR DESPATURE,**

Membre du Conseil de Surveillance de Somfy et Président du Groupe MCSA.

## CONTACTS

Edify

**VALÉRIE MARQUES**

Directeur Financier

Téléphone : +352 24 83 16 21

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Edify

**INGRID MOTCH**

Secrétaire Général

Téléphone : +352 24 83 16 20

E-mail : imotch@edify-investmentpartner.com



# Panorama des comptes

# Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2018	Exercice 2017
Actif Net Réévalué au 31 décembre	466,9	440,1
Chiffre d'affaires consolidé	549,6	461,9
EBITDA consolidé	61,9	57,7
Résultat Opérationnel Courant consolidé	38,3	40,4
Résultat opérationnel consolidé	31,2	29,6
Résultat net consolidé	17,9	21,4
Capacité d'autofinancement consolidée	49,9	46,6
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre	85,8	88,9
Trésorerie Edify S.A. au 31 décembre	39,7	17,9
Capacité d'endettement confirmée Edify S.A. au 31 décembre	180,0	90,0



# Rapport de gestion des administrateurs

<b>FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE</b>	<b>09</b>
<b>ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY</b>	<b>10</b>
Méthodologie	
Valorisation du portefeuille d'Edify	
<b>PRÉSENTATION DES COMPTES</b>	<b>11</b>
Période comptable	
Données sociales	
Données consolidées	
<b>ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE</b>	<b>11</b>
<b>INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>12</b>
<b>INFORMATIONS SUR LES RISQUES</b>	<b>12</b>
Risques relatifs à l'activité d'Edify :	
l'investissement en capital dans les sociétés non cotées	
Risques propres aux principales participations contrôlées	
<b>INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D' ACTIONS PROPRES</b>	<b>13</b>
<b>EXISTENCE DE SUCCURSALE</b>	<b>13</b>
<b>DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE</b>	<b>13</b>
<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT</b>	<b>13</b>



# Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 16 MAI 2019

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis afin de vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2018.

**Edify** est une holding industrielle cotée sur le marché Euro-MTF de la bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (l'un des spécialistes des fils de haute technicité (notamment pour l'usinage par électroérosion) et du revêtement de surface par métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis), et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

## Faits marquants de l'exercice

### ÉMISSION OBLIGATAIRE INAUGURALE DE 50 M€ SUR LE MARCHÉ EUROPP

Le 16 mai 2018, Edify a annoncé la signature de son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ et sur une durée de 7 ans.

### NOUVELLE LIGNE DE CRÉDIT BANCAIRE DE 30 M€

Le 2 août 2018, Edify s'est doté de moyens financiers supplémentaires en contractant une nouvelle ligne de crédit bancaire de 30 M€ auprès de la banque Crédit Lyonnais.

Ces nouvelles sources de financement contribuent à diversifier et allonger la maturité de sa dette. Cet accroissement de sa capacité d'investissement, portant à près de 180 M€ sa trésorerie mobilisable, servira notamment au financement de son plan de développement, à accélérer son rythme de croissance et à accroître la taille de ses investissements.

### ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES

Sur l'année 2018, Edify a émis 23 224 parts bénéficiaires au prix de 18,02 € chacune représentant un total de 418 496,48 €.



## Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

### MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des actifs financiers détenus par Edify réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous,
- des disponibilités de la holding Edify desquelles viennent se soustraire ses engagements financiers.

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable est retenue sauf si une valorisation fiable est disponible. Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

#### TITRES DE SOCIÉTÉS NON COTÉES

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

##### La méthode des multiples de comparables boursiers

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation et de la dette nette estimée à la date d'évaluation par les analystes et (ii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

##### La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des caractéristiques de la société (secteur, taille, exposition pays). Il est calculé à partir des données financières recueillies pour le même échantillon que celui servant pour les multiples. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

##### La méthode des multiples de transactions

Les multiples de transactions peuvent être utilisés lorsqu'une transaction concerne une société dont le profil et l'activité sont similaires à ceux de la participation valorisée.

##### Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la convergence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

Pour les participations dont la majeure partie de la croissance future porte sur un nouveau marché (changement de stratégie) ou en retournement, la valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF.

Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque, par Edify, de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou dans le cas de contrôle réduit.

**Le choix de la méthode de valorisation par les multiples de transactions est retenu uniquement lorsqu'une information de qualité avec un détail suffisant sur la transaction est disponible. Le cas échéant, le multiple retenu pour valoriser la participation est une moyenne de la valeur d'entreprise calculée à partir du multiple issu des comparables boursiers, des DCF et du multiple de transaction.**



## LES TITRES DE SOCIÉTÉS COTÉES

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

## LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme aux « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

## VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué<sup>1</sup> (« ANR ») d'Edify s'est élevé à 466,9 M€ à fin décembre 2018 et à 96,10 € par action, en progression de 6,1 % par rapport l'année dernière grâce notamment aux bonnes performances des sociétés.

## Présentation des comptes

### PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

### DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2018, la perte d'exploitation d'Edify s'élève à 6,8 M€ comprenant essentiellement les frais de fonctionnement. Le résultat financier s'élève quant à lui à 6,3 M€ et est composé majoritairement de dividendes et d'intérêts. La perte nette est de 716 K€.

### DONNÉES CONSOLIDÉES

#### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé d'Edify est passé de 461,9 à 549,6 M€ sur l'exercice écoulé soit une progression de 19 %. À portefeuille de participations comparable (hors Thermo-Technologies acquis en septembre 2017) la progression est de 3 %, après deux années de croissance soutenue (5,9 % en 2017 et 8,1 % en 2016).

Toutes les participations, à l'exception de de Buyer, confrontée à des conditions difficiles à l'export, ont clôturé l'exer-

cice sur une note positive. Les hausses les plus sensibles ont été enregistrées par les Usines Métallurgiques de Val-lorbe (rebond de l'activité forestière), par Thermo-Technologies (forte activité dans la plupart de ses segments) et par Gaviota (poursuite de son développement à l'international). Après une brillante année 2017, la principale participation, Pellenc, a enregistré une légère progression de son chiffre d'affaires.

#### RÉSULTAT

Sur l'année, l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé s'est établi à 61,9 M€ (+7,2 %) et le résultat opérationnel courant à 38,3 M€ (-5,2 %). Comme attendu, l'EBITDA, en net rebond au second semestre, est supérieur à 2017 mais en retrait à portefeuille de participations comparable hors Thermo-Technologies (-6,5 M€).

Ce recul résulte de l'accroissement des coûts de développement et de transformation réalisés au sein de la plupart des entreprises ainsi qu'au renforcement de la structure de la holding Edify.

Les résultats s'étant sensiblement redressés au cours du second semestre, le bénéfice net ressort à 17,9 M€, contre 21,4 M€ en 2017. Il tient compte des amortissements linéaires des écarts d'acquisitions, conformément aux normes comptables luxembourgeoises, et d'une contribution positive des sociétés mises en équivalence, grâce à la bonne tenue de Ligier. Par ailleurs, l'année 2017 avait bénéficié de plus-values de cession de titres (4,2 M€), dont ceux de Babeau-Sequin et La Buvette.

#### SITUATION FINANCIÈRE

L'Endettement Financier Net consolidé a été ramené de 88,9 à 85,8 M€ malgré la politique d'investissements significatifs menée dans les sociétés du portefeuille et un besoin en fonds de roulement en légère hausse.

L'Endettement Financier Net se compare à une situation nette de 310,3 M€, faisant ressortir ainsi un gearing de 27,7 %.

La capacité d'investissement de la holding a été renforcée et diversifiée, avec l'émission d'un emprunt obligataire privé de 50 M€, d'une durée de 7 ans, et la mise en place d'une ligne de crédit bancaire supplémentaire de 30 M€, portant la trésorerie mobilisable à tout moment à 180 M€.

## Événement post-clôture

Un processus de cession de Cotherm Evolution S.A.S. a été lancé en 2018 et Atlantic (acteur industriel) s'est porté acquéreur pour la totalité des titres qui ont été cédés en janvier 2019.

1. L'actif net réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding. Il résulte de la combinaison des méthodes de valorisations usuelles (capitalisation sur la base des multiples des sociétés cotées comparables, actualisation des cash-flows futurs).



## Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active. Le groupe Pellenc, dont l'innovation est un facteur clé de succès et de croissance, compte plus de 165 ingénieurs et techniciens en R&D et dispose d'un portefeuille de plus de 153 familles de brevets dont 97 sont actives.

## Informations sur les risques

### RISQUES RELATIFS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY : L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DANS LES SOCIÉTÉS NON COTÉES

Dans le cadre de ses activités, Edify a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous :

- Le risque lié à la valorisation des actifs non cotés qui peut s'avérer in fine différente de la valeur de réalisation éventuelle : les risques financiers du portefeuille des sociétés non cotées sont corrélés à l'évolution des marchés financiers et places de cotations des pays dans lesquels les participations d'Edify sont actives mais sont également influencés par les multiples d'EBITDA constatés lors de transactions d'achats et de ventes.

Ces risques sont atténués par la diversification sectorielle des investissements.

- Le risque lié à l'instruction des projets d'investissement : L'activité de prise de participations dans une entreprise expose Edify à un certain nombre de facteurs de risques pouvant se traduire à terme par une perte de valeur sur l'investissement. Parmi ces aléas on peut distinguer, entre autres :

– La surévaluation de la valeur de l'entreprise cible à l'acquisition, du fait par exemple :

→ de la non-détection d'un passif substantiel, ou d'une mauvaise appréciation de la valeur de certains éléments d'actif,

→ de la remise en question du modèle économique de l'entreprise cible (i.e. rupture technologique, évolution réglementaire défavorable, etc.) et de tout autre aléa susceptible de remettre en cause la cohérence et la fiabilité du plan d'affaires du management.

– Le manque de fiabilité des informations et des données comptables et financières relatives à la société cible : ces informations communiquées pendant l'instruction du projet d'investissement peuvent être erronées, et ceci de manière délibérée ou non.

– Les litiges et contentieux susceptibles de survenir avec les vendeurs ou les tiers : ceux-ci pouvant être liés par exemple à la non-solvabilité du vendeur et de ses garants éventuels (rendant difficile la mise en œuvre de la ou des garanties), ou encore au changement de contrôle (menaçant par exemple les termes contractuels avec des fournisseurs ou clients clés).

Afin de diminuer les risques liés aux projets d'acquisition, Edify a recours à des cabinets indépendants pour la réalisation de due diligences notamment stratégiques, financières, juridiques, fiscales ou environnementales.

- Le risque de liquidité : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés.

- Le risque lié au marché de la dette : Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.

- Le risque de solvabilité : les sources de financement dont Edify dispose comportent des clauses de covenant détaillées dans l'annexe financière. Au 31 décembre 2018, l'ensemble de ces clauses sont respectées et les perspectives du Groupe ne laissent présager aucun risque particulier.

- Le risque de change : ce risque est directement lié aux montants investis dans des sociétés conduisant leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment le franc suisse.

- L'environnement macro-économique : une évolution défavorable de l'environnement économique et une dégradation de la conjoncture économique, notamment en Europe, peuvent altérer les conditions d'investissement, de transformation, de valorisation, et de cession des participations d'Edify.

- Le management d'Edify est de taille réduite, ce qui peut générer un risque de dépendance à l'égard de quelques hommes clés.

## RISQUES PROPRES AUX PRINCIPALES PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Les risques liés à l'environnement économique : des perspectives conjoncturelles défavorables sont susceptibles d'impacter négativement les performances futures de certaines participations. Les principales participations fournissent des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial), l'industrie forestière, l'industrie aéronautique et automobile. Les fondamentaux de certaines participations les rendent plus sensibles aux cycles économiques, d'autres ont des modèles économiques plus résilients.
- Les risques liés aux secteurs d'activité des participations : en raison de la composition du portefeuille d'Edify, certains risques sont très spécifiques et sont inhérents aux principales participations contrôlées :
  - Aléas climatiques : les activités viticoles et oléicoles sont susceptibles d'être affectées par une météo défavorable dans les zones de production. Parallèlement, un défaut d'ensoleillement aura un impact négatif sur les activités de fourniture de moteurs pour couverture de piscine.
  - Marché de la construction : les performances des participations liées au bâtiment sont dépendantes de l'activité de ce secteur, notamment en France et en Espagne.
  - Marché de l'automobile : les performances des participations dont les produits sont destinés au secteur de l'automobile peuvent être affectées indirectement par une baisse des volumes de production dans ce secteur.
- Le risque lié à la dépendance vis-à-vis des personnes clés dans les participations, qui pourrait avoir des impacts sur la conduite des opérations et la poursuite de la stratégie de la participation.
- Le risque industriel : la spécialisation des sites de production par activité, nécessaire à l'optimisation de la compétence des équipes et à la productivité, pourrait faire peser sur certaines participations un risque lié à l'arrêt accidentel d'une usine de fabrication.
- Les risques environnementaux : les principales participations concernées par les risques environnementaux sont celles qui ont une activité industrielle, notamment celles qui intègrent, ou ont intégré, des opérations de fonte et d'usinage de métaux, de moulage de matières plastiques et de traitement de surfaces.

- Les risques sur matières premières et prix : les principales participations concernées par les risques sur matières premières et prix sont celles qui utilisent dans le processus de fabrication des matières soumises à des fluctuations de cours (l'or, l'argent, le rhodium, le palladium, le cuivre, le nickel, le laiton et le zinc). Les coûts d'achat de ces matières peuvent fluctuer de façon importante. Le risque réside donc en la capacité pour ces participations à répercuter ces variations dans les prix de vente.
- Le risque de solvabilité : les sources de financement dont les filiales disposent peuvent contenir des clauses de covenants. En cas de bris de ces covenants, la Société pourrait faire face à un risque de solvabilité. Au 31 décembre 2018, l'ensemble de ces clauses sont respectées.

## Informations sur les acquisitions d'actions propres

---

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action d'Edify par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

À la clôture de l'exercice, Edify détient 1 590 actions propres, représentant 0,03 % du capital social. La valeur de ses actions propres est de 53 € par action au 31 décembre 2018.

## Existence de succursale

---

Edify a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

## Développement futur probable

---

Les nouvelles capacités financières d'Edify lui permettront de poursuivre ses investissements et d'envisager des acquisitions plus importantes.

## Affectation du résultat

---

Le Conseil d'Administration propose de reporter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 716 298,77 €.



# Documents financiers consolidés

<b>COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ</b>	<b>15</b>
<b>BILAN CONSOLIDÉ ACTIF</b>	<b>16</b>
<b>BILAN CONSOLIDÉ PASSIF</b>	<b>17</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>18</b>
<b>GÉNÉRAL</b>	<b>19</b>
<b>FAITS MARQUANTS</b>	<b>19</b>
<b>ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS</b>	<b>19</b>
Note 1 – Principes comptables	
Note 2 – Périmètre	
Note 3 – Données liées à l'activité	
Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles	
Note 5 – Capitaux propres	
Note 6 – Éléments financiers	
Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie	
Note 8 – Provisions	
Note 9 – Éléments liés au personnel	
Note 10 – Impôts courants et différés	
Note 11 – Engagements hors bilan	
Note 12 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées	
Note 13 – Honoraires	
Note 14 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise	

# Documents financiers consolidés

## Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/18	31/12/17
Chiffre d'affaires	NOTE 3	549 647	461 871
Autres produits de l'activité	NOTE 3	8 172	6 799
Achats consommés		-259 880	-207 782
Charges de personnel		-161 454	-138 406
Charges externes		-74 609	-64 781
<b>EBITDA</b>		<b>61 876</b>	<b>57 700</b>
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-20 423	-16 375
Dotations aux provisions courantes		-138	583
<b>EBITA</b>		<b>41 315</b>	<b>41 908</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-2 985	-1 464
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>38 330</b>	<b>40 444</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	2 449	-5 619
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		-480	-214
Amortissement des écarts d'acquisition	NOTE 4	-9 142	-4 989
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>31 156</b>	<b>29 622</b>
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		<i>1 117</i>	<i>981</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		<i>-4 825</i>	<i>-2 847</i>
Coût de l'endettement net		-3 708	-1 866
Autres produits et charges financiers		-1 496	5 442
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	NOTE 6	<b>-5 205</b>	<b>3 575</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>25 952</b>	<b>33 197</b>
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-10 024	-12 796
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 12	1 938	1 001
<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>17 866</b>	<b>21 403</b>
Résultat attribuable au Groupe		16 066	21 929
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 799	-527



## Bilan consolidé actif au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/18	31/12/17
<b>Actifs non courants</b>			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	27 513	34 121
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	46 281	46 592
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	135 683	131 230
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	12 264	11 197
Actifs financiers	NOTE 6	20 632	18 552
Autres créances		458	421
Impôts différés actifs	NOTE 10	12 414	11 992
Engagements envers le personnel	NOTE 9	-	450
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>255 245</b>	<b>254 555</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	NOTE 3	144 111	131 580
Clients	NOTE 3	97 217	87 046
Autres créances	NOTE 3	13 694	12 622
Actifs d'impôt exigible		8 792	8 292
Actifs financiers	NOTE 6	473	206
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	124 200	103 744
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>388 488</b>	<b>343 491</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>643 732</b>	<b>598 046</b>



## Bilan consolidé passif au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/18	31/12/17
<b>Capitaux propres</b>			
Capital		4 860	4 860
Prime		242 803	242 384
Autres réserves		21 629	-1 560
Résultat de la période		16 066	21 929
<b>PART GROUPE</b>		<b>285 358</b>	<b>267 613</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		24 977	17 371
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	NOTE 5	<b>310 335</b>	<b>284 984</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions non courantes	NOTE 8	3 737	3 665
Autres passifs financiers	NOTE 6	165 196	151 522
Autres dettes		150	149
Engagements envers le personnel	NOTE 9	11 927	9 395
Impôts différés passifs	NOTE 10	15 453	16 970
Instruments dérivés passifs		36	-1
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>196 499</b>	<b>181 700</b>
<b>Passifs courants</b>			
Provisions courantes	NOTE 8	2 396	3 048
Autres passifs financiers	NOTE 6	45 576	41 655
Fournisseurs	NOTE 3	47 887	48 587
Autres dettes	NOTE 3	39 833	36 766
Dettes d'impôt		1 151	1 272
Instruments dérivés passifs		54	33
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>136 898</b>	<b>131 361</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>643 732</b>	<b>598 046</b>



## Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/18	31/12/17
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>17 866</b>	<b>21 403</b>
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		30 596	31 384
Dotation/reprise de provisions/passif		10	336
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		58	18
Gains et pertes de change latents		96	739
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		3 530	-3 620
<b>Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables</b>		<b>34 289</b>	<b>28 856</b>
Résultat sur cession d'actifs et autres		999	-4 624
Quote-part de résultat des entreprises associées		-1 938	-992
Charge d'impôt différé		-1 859	1 954
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>49 357</b>	<b>46 596</b>
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		3 671	1 868
Dividendes des sociétés non consolidées		-49	-65
Charges d'impôt (hors impôts différés)		11 892	10 856
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	NOTE 7	-21 180	2 247
Impôts versés		-12 553	-15 823
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)</b>		<b>31 139</b>	<b>45 679</b>
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-27 642	-29 565
- d'actifs financiers non courants		-3 282	-12 270
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		3 222	996
- d'actifs financiers non courants		6 243	11 627
Variation des actifs financiers courants		-782	72
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise		-1 914	-48 427
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		-1 235	42
Dividendes versés par les entreprises associées		37	64
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		49	65
Intérêts reçus		666	453
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)</b>		<b>-24 637</b>	<b>-76 943</b>
Augmentation des emprunts		72 902	98 832
Remboursement des emprunts		-56 875	-22 885
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		2 198	438
Dividendes versés et acomptes		-832	-469
Intérêts payés		-3 678	-2 695
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)</b>		<b>13 715</b>	<b>73 220</b>
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (E)		349	-372
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D+E)</b>		<b>20 566</b>	<b>41 584</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	NOTE 7	<b>90 564</b>	<b>48 980</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	NOTE 7	<b>111 130</b>	<b>90 564</b>

## Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Edify est cotée sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique et fils de haute technicité pour l'usinage par électroérosion), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

## Faits marquants

- Le 16 mai 2018, Edify a annoncé la signature de son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à 7 ans au taux fixe de 3,75 %. Cette émission obligataire permet à Edify de diversifier ses sources de financements et d'allonger la maturité de sa dette.
- Le 2 août 2018, Edify a souscrit un emprunt supplémentaire de 30 M€ auprès de la banque Crédit Lyonnais.

## Événement post-clôture

Un processus de cession de Cotherm Evolution S.A.S. a été lancé en 2018 et Atlantic (acteur industriel) s'est porté acquéreur pour la totalité des titres qui ont été cédés en janvier 2019.

## Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

### NOTE I – PRINCIPES COMPTABLES

#### 1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

#### 2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

**Contrôle exclusif**, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.



**Contrôle conjoint**, lorsque la société mère comprise dans la consolidation dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

**Influence notable**, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

**Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.**

### 3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

### 4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, aucune dépréciation n'est constatée.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

## 5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVISES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018 ont été établis en euros.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

## 6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconnues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

## 7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## 8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

**EBITDA** : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

**EBITA** : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

**EFN** : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État (cf. Note 6.4)

## 9. CHANGEMENT DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthode ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



## NOTE 2 – PÉRIMÈTRE

## SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/18	% d'intérêt 31/12/18	% d'intérêt 31/12/17
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE</b>				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
de Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis))	100,00	95,00	95,00
Marlux	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	95,00	95,00
Financière Nouveau Monde S.A.	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Aqua System Design SAS	Miribel (France)	100,00	61,68	61,68
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Languedoc-Roussillon	Lézignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Iberica	Jaen (Espagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Honk Kong	Honk Kong	100,00	98,37	98,37
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Medoc (France)	100,00	98,37	98,37
PERA - Pellenc S.A.	Florensac (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	98,37	98,37
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	98,37	98,37
PERA America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Vignobles Champenois	Magenta (France)	100,00	98,37	-
FDS Financière Développement Suisse S.A.	Vallorbe (Suisse)	100,00	87,78	87,78
Usines Metallurgiques de Vallorbe S.A.	Vallorbe (Suisse)	100,00	66,06	66,06
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Eckermann	Schmitten (Allemagne)	100,00	99,83	99,83
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Profilmar	Marseille (France)	100,00	99,83	99,83
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,83	99,83
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo-Technologies	Annecy (France)	100,00	88,17	100,00
Thermocompact	Annecy (France)	100,00	88,17	100,00
FSP-One SAS	Pont de Chéruy (France)	100,00	88,17	100,00
FSP-One Inc.	Franklin (États-Unis)	100,00	88,17	100,00
TSDM	Tournes (France)	100,00	61,72	70,00
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	88,17	100,00
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	88,17	100,00
Advanced Casting Asia Ltd Liability Company	Vinh Tan (Vietnam)	100,00	88,17	-

**SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017 (Suite)**

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/18	% d'intérêt 31/12/18	% d'intérêt 31/12/17
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE</b>				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (République Dominicaine)	46,50	39,53	39,53
Gaviota Simbac México, S.A. de C.V.*	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	23,25
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	41,85	41,85
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.*	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	23,25
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,50	46,50
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	23,25
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Peru	Lima (Pérou)	46,50	46,04	46,04
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	41,85	41,85
Avenida Perez Galdos (fusion 2018)	Valencia (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	46,50	23,25	-
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	-
Ponti	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	-
Vidrios Salinas	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	-
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	49,19	49,19	49,19
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	49,19	49,19	49,19
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE</b>				
ACT Vinicole	Laverune (France)	48,20	48,20	48,20
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	-	-	16,28
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	-	-	23,25
Ligier Développement	Abrest (France)	31,52	31,52	31,52

\* Liquidation 2018





## NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

### 1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 549,7 M€ au 31 décembre 2018. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/18	%	31/12/17	%
Europe	418,6	76%	363,4	79%
<i>dont France</i>	220,7	40%	187,3	41%
<i>dont Espagne</i>	58,7	11%	60,0	13%
<i>dont Allemagne</i>	48,9	9%	31,4	7%
<i>dont Italie</i>	38,6	7%	38,1	8%
Amériques	74,0	13%	51,3	11%
Asie	30,5	6%	23,4	5%
Afrique	15,5	3%	14,5	3%
Océanie	11,1	2%	9,2	2%
<b>TOTAL</b>	<b>549,7</b>	<b>100%</b>	<b>461,9</b>	<b>100%</b>

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 8,2 M€ au 31 décembre 2018 contre 6,8 M€ au 31 décembre 2017.

### 2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant représente la Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'exploitation et les dépréciations des écarts d'acquisition.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidés par intégration globale ou proportionnelle, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Dotation/reprise sur provisions non courantes	2 851	-8 559
Autres éléments non courants	-403	2 940
<i>Produits non courants</i>	463	3 951
<i>Charges non courantes</i>	-866	-1 011
<b>Autres produits et charges opérationnels non courants</b>	<b>2 449</b>	<b>-5 619</b>

Pour rappel, une perte de valeur durable a été identifiée sur les actifs des Usines Métallurgiques de Vallorbe. Une dépréciation de 7,9 M€ avait été constatée en 2017. Les perspectives s'étant améliorées, une reprise de 2,6 M€ a été comptabilisée sur l'exercice.

Au 31 décembre 2017, les produits non courants étaient constitués à hauteur de 3,4 M€ des écarts actuariels liés aux éléments non financiers des retraites des Usines Métallurgiques de Vallorbe.

### 3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.



En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
<b>Valeurs brutes</b>		
Matières premières et autres approvisionnements	55 751	62 373
Produits finis et marchandises	105 125	86 563
<b>TOTAL</b>	<b>160 875</b>	<b>148 936</b>
Dépréciations	-16 764	-17 357
<b>Valeurs nettes</b>	<b>144 111</b>	<b>131 580</b>

#### 4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
<b>Créances clients brutes</b>	<b>101 725</b>	<b>91 710</b>
Dépréciations	-4 508	-4 663
<b>Créances clients nettes</b>	<b>97 217</b>	<b>87 046</b>

Le poste fournisseurs s'élève à 47 887 K€ au 31 décembre 2018, contre 48 587 K€ au 31 décembre 2017.

## NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

### 1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

### 5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

#### Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
<b>Valeurs brutes</b>		
Créances sur le personnel	281	403
Autres taxes (dont TVA)	8 817	8 121
Charges constatées d'avance	2 320	2 617
Autres créances	2 277	1 481
<b>TOTAL</b>	<b>13 694</b>	<b>12 622</b>

#### Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Dettes sociales	24 260	24 365
Dettes fiscales	10 092	8 224
Produits constatés d'avance	1 849	2 433
Fournisseurs d'immobilisations	2 488	978
Autres	1 144	766
<b>TOTAL</b>	<b>39 833</b>	<b>36 766</b>

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :
  - à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
  - à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
  - à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.



L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. Par contre, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs.

Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

### Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>34 121</b>
Incidence des variations de périmètres	2 528
Incidence des variations du cours de change	6
Dotation aux amortissements	-9 142
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>27 513</b>

Sur l'exercice 2018, les principales variations de périmètre concernent des filiales de Gaviota et l'exercice du PUT chez TSDM, filiale de Thermo-Technologies.

Le poste se compose principalement des écarts d'acquisition nets de Thermo-Technologies (14,7 M€), de de Buyer (4,4 M€) et d'Eckermann (2,5 M€).

## 2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les frais d'établissement qui sont retraités dans les comptes consolidés pour être éliminés et considérés comme des charges de l'exercice,
- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,
- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement qui sont immobilisés sous plusieurs conditions :

- ils doivent correspondre aux dépenses engagées par l'entreprise dans ce domaine pour son propre compte ;
- ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
- son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions.

Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat.

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société.

La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fonds de roulement.

## Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	43 224	2 898	5 439	7 720	1 944	665	61 890
Acquisitions	-	313	1 174	774	725	728	3 715
Cessions	-	-3	-163	-340	-	-8	-514
Incidence des variations du cours de change	-	1	36	55	2	-	94
Incidence des variations de périmètre	-	-	121	4	-	-	125
Autres mouvements	-	-26	271	271	-1 505	-144	-1 133
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>43 224</b>	<b>3 184</b>	<b>6 878</b>	<b>8 485</b>	<b>1 165</b>	<b>1 240</b>	<b>64 177</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-2 237	-1 943	-3 879	-6 101	-1 138	-	-15 298
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 985	-391	-314	-631	-294	-	-4 615
Cessions	-	3	163	340	-	-	506
Incidence des variations du cours de change	-	-	-3	-48	-	-	-50
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-3	-24	-	-27
Autres mouvements	-	208	-145	-	1 524	-	1 588
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>-5 222</b>	<b>-2 123</b>	<b>-4 178</b>	<b>-6 442</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>-17 897</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>38 002</b>	<b>1 061</b>	<b>2 700</b>	<b>2 043</b>	<b>1 233</b>	<b>1 240</b>	<b>46 281</b>
							<b>Total 2017</b>
Valeur brute au 31 décembre 2016	10 100	1 948	2 427	7 461	1 744	169	23 849
Acquisitions	-	44	97	868	216	643	1 868
Cessions	-	-174	-	-481	-10	-30	-695
Incidence des variations du cours de change	-	-	-8	-130	-2	-	-141
Incidence des variations de périmètre	33 124	976	2 902	3	-3	5	37 006
Autres mouvements	-	105	21	-	-	-122	3
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>43 224</b>	<b>2 898</b>	<b>5 439</b>	<b>7 720</b>	<b>1 944</b>	<b>665</b>	<b>61 890</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-773	-1 316	-1 558	-6 218	-886	-	-10 751
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-1 464	-433	-38	-501	-268	-	-2 704
Cessions	-	169	-	473	-	-	642
Incidence des variations du cours de change	-	-	3	119	-	-	121
Incidence des variations de périmètre	-	-363	-2 274	-3	1	-	-2 638
Autres mouvements	-	-	-12	29	14	-	32
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-2 237</b>	<b>-1 943</b>	<b>-3 879</b>	<b>-6 101</b>	<b>-1 138</b>	<b>-</b>	<b>-15 298</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>40 987</b>	<b>955</b>	<b>1 560</b>	<b>1 619</b>	<b>806</b>	<b>665</b>	<b>46 592</b>



### 3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

#### Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	13 236	110 225	192 010	23 459	10 774	349 704
Acquisitions	668	3 497	10 614	2 302	7 307	24 387
Cessions	-	-2 083	-6 578	-1 534	-776	-10 970
Incidence des variations du cours de change	-14	785	1 320	41	117	2 248
Incidence des variations de périmètre	-	515	901	69	-	1 484
Autres mouvements	-120	4 397	4 316	412	-8 957	47
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>13 769</b>	<b>117 336</b>	<b>202 582</b>	<b>24 749</b>	<b>8 465</b>	<b>366 902</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-2 089	-47 245	-152 597	-16 544	-	-218 475
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-360	-5 697	-8 622	-2 235	-	-16 914
Cessions	-	483	4 984	1 331	-	6 797
Incidence des variations du cours de change	-	-502	-1 127	-23	-	-1 652
Incidence des variations de périmètre	-	-86	-524	54	-	-557
Autres mouvements	-	-466	90	-43	-	-419
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>-2 449</b>	<b>-53 512</b>	<b>-157 796</b>	<b>-17 462</b>	<b>-</b>	<b>-231 219</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>11 320</b>	<b>63 824</b>	<b>44 786</b>	<b>7 288</b>	<b>8 465</b>	<b>135 683</b>
						<b>Total 2017</b>
Valeur brute au 31 décembre 2016	8 966	84 361	151 441	19 027	8 624	272 420
Acquisitions	933	4 868	5 723	2 578	11 663	25 765
Cessions	-182	-1 196	-2 772	-830	-	-4 980
Incidence des variations du cours de change	-18	-1 975	-3 416	-352	-244	-6 006
Incidence des variations de périmètre	962	18 590	36 537	2 091	3 496	61 675
Autres mouvements	2 575	5 576	4 497	946	-12 766	829
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>13 236</b>	<b>110 225</b>	<b>192 010</b>	<b>23 459</b>	<b>10 774</b>	<b>349 705</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-1 819	-36 400	-114 585	-13 776	-	-166 580
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-346	-4 085	-17 300	-1 857	-	-23 588
Cessions	151	728	1 947	704	-	3 530
Incidence des variations du cours de change	-	1 150	2 604	231	-	3 986
Incidence des variations de périmètre	-20	-8 619	-25 960	-1 450	-	-36 048
Autres mouvements	-56	-18	697	-396	-	227
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-2 089</b>	<b>-47 245</b>	<b>-152 597</b>	<b>-16 544</b>	<b>-</b>	<b>-218 475</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>11 147</b>	<b>62 980</b>	<b>39 413</b>	<b>6 915</b>	<b>10 774</b>	<b>131 230</b>

En 2017, les variations de périmètre concernaient principalement les actifs liés à l'acquisition de Thermo-Technologies.

#### 4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans

le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

##### Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	1 883	10 014	30 885	42 782
Acquisitions	-	-	477	477
Cessions	-	-2	-130	-132
Incidence des variations du cours de change	-	-	148	148
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-50	-50
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 883</b>	<b>10 012</b>	<b>31 331</b>	<b>43 225</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-258	-2 683	-23 257	-26 198
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-42	-394	-1 596	-2 033
Cessions	-	2	118	120
Incidence des variations du cours de change	-	-	-47	-47
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	41	41
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>-300</b>	<b>-3 075</b>	<b>-24 740</b>	<b>-28 116</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>1 583</b>	<b>6 936</b>	<b>6 591</b>	<b>15 110</b>
				<b>Total 2017</b>
Valeur brute au 31 décembre 2016	1 071	10 953	24 658	36 682
Acquisitions	-	5	562	567
Cessions	-	-	-810	-810
Incidence des variations du cours de change	-	-	-374	-374
Incidence des variations de périmètre	-	-	6 931	6 931
Autres mouvements	812	-944	-83	-215
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 883</b>	<b>10 014</b>	<b>30 885</b>	<b>42 782</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-177	-2 324	-17 434	-19 936
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-45	-400	-1 406	-1 851
Cessions	-	-	318	318
Incidence des variations du cours de change	-	-	76	76
Incidence des variations de périmètre	-	-	-5 017	-5 017
Autres mouvements	-36	42	206	212
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-258</b>	<b>-2 683</b>	<b>-23 257</b>	<b>-26 198</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>1 625</b>	<b>7 331</b>	<b>7 628</b>	<b>16 584</b>



## NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

### 1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
<b>Capitaux Propres Edify S.A. Ouverture</b>	<b>267 613</b>	<b>248 153</b>
Résultat exercice	16 066	21 929
Parts bénéficiaires (cf. Note 11)	41	243
Écarts de conversion	1 394	-3 023
Divers	-134	311
<b>Capitaux Propres part Groupe</b>	<b>285 358</b>	<b>267 613</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	24 977	17 371
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>310 335</b>	<b>284 984</b>

Au 31 décembre 2018, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€, comme au 31 décembre 2017, et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

## NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

### 1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 9),
- plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidés par mise en équivalence,
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financières et non opérationnelles et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Coût de l'endettement financier net	-3 708	-1 866
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>1 117</i>	<i>981</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-4 825</i>	<i>-2 847</i>
Effets de change	18	-1 792
Résultat financier lié aux écarts actuariels	-1 685	2 044
Autres produits et charges financiers	171	5 190
<b>Résultat financier</b>	<b>-5 205</b>	<b>3 575</b>

Les charges financières sont impactées par le coût de l'emprunt obligataire privé Euro PP (1,4 M€) souscrit le 16

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf. Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 9,1 M€ sur l'exercice 2018 (cf. Note 4.1) et de 19,3 M€ en cumulé.

Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€ déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014 ont été immédiatement déduits des réserves.

### 2. ACTIONS PROPRES

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. Ces actions propres sont comptabilisées à l'actif du bilan en tant que valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2018, le Groupe possède 0,1 M€ d'actions propres, contre 0,1 M€ au 31 décembre 2017, dans le cadre d'un contrat de liquidité. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible du même montant.

mai 2018. Le résultat financier lié aux écarts actuariels est principalement dû aux gains 2017 (+2,1 M€) et aux pertes 2018 (-1,7 M€) réalisés sur les actifs de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe. Les autres produits financiers de 2017 étaient essentiellement dus aux plus-values de cessions de titres (4,2 M€) dont ceux de Babeau-Seguïn.

### 2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est obligatoirement constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Titres de participations non contrôlées	11 145	10 840
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	5 785	5 351
Prêts	26	1
Autres	4 150	2 566
<b>Actifs financiers non courants &amp; courants</b>	<b>21 106</b>	<b>18 759</b>
Exigibles dans le délai d'un an	473	206
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>20 632</b>	<b>18 552</b>

Les titres de participations non contrôlées comprennent des titres de Lacroix pour 5,2 M€.

Les créances obligataires correspondent aux obligations convertibles émises par la holding de Ligier Group au profit d'Edify (5,8 M€). Les intérêts de l'année liés à ces créances obligataires sont capitalisés. La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

### 3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement.

Les frais et primes d'émission d'emprunts sont comptabilisés à l'actif et sont amortis sur la durée de vie de l'emprunt. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Emprunts auprès des établissements de crédits	144 598	176 561
Crédits-bails	11 284	13 163
Emprunt obligataire privé EURO PP	50 000	-
Emprunts et dettes financières divers	4 891	3 453
<b>Passifs financiers non courants &amp; courants</b>	<b>210 773</b>	<b>193 178</b>
Exigibles dans le délai d'un an	45 576	41 655
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>165 196</b>	<b>151 522</b>

Le 16 mai 2018 Edify a souscrit son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à sept ans au taux fixe de 3,75 %.

### Échéancier des dettes financières

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
À 1 an au plus	45 607	41 655
Plus d'1 an et moins de 5 ans	93 620	90 722
À plus de 5 ans	71 546	60 801
<b>TOTAL</b>	<b>210 773</b>	<b>193 178</b>

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 79 M€ au 31 décembre 2018.

### Covenants

Au 31 décembre 2018, Edify dispose d'autorisations d'emprunts à moyen terme (lignes de crédit confirmées) totalisant 150 M€ auprès de cinq établissements bancaires et de 50 M€ auprès d'investisseurs privés.

La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit et les investisseurs privés est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter trois covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué, dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi et montant de disponibilités.). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2018.

Sirem, de Buyer, Zurflüh-Feller et Thermo-Technologies, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2018, leurs covenants respectifs.

### 4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont principalement des OPCVM qui représentent des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	210 035	192 623
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	31	12
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124 200	103 744
<b>Endettement Financier Net (hors compléments de prix et différés de paiement)</b>	<b>85 805</b>	<b>88 867</b>
Compléments de prix et différés de paiement sur acquisitions	706	521
<b>Endettement Financier Net total</b>	<b>86 511</b>	<b>89 388</b>

### 5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

À la clôture de l'exercice, le Groupe dispose d'instruments financiers dérivés évalués à 0,1 M€.





## NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

### 1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/12/18
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>90 564</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	103 744
Découverts bancaires	-13 180
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>111 130</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	124 200
Découverts bancaires	-13 069

### 2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Variation des stocks nets	-11 722	-122
Variation des clients nets	-8 918	3 664
Variation des fournisseurs	631	3 161
Variation des autres créances et dettes	-1 171	-4 456
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement</b>	<b>-21 180</b>	<b>2 247</b>

## NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement

identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise, il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

### 1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2018
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	2 381	738	547	3 665
Dotations	54	167	111	332
Reprises utilisées	-	-60	-88	-148
Reprises non utilisées	-	-10	-112	-122
Incidence des variations de change	8	-	2	10
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-4	5	1
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>2 443</b>	<b>831</b>	<b>465</b>	<b>3 737</b>
				<b>Total 2017</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	2 252	234	601	3 086
Dotations	130	533	10	673
Reprises utilisées	-	-25	-23	-48
Reprises non utilisées	-	-32	-115	-147
Incidence des variations de change	-28	-	-	-28
Variation de périmètre	27	32	11	70
Autres mouvements	-	-4	63	59
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>2 381</b>	<b>738</b>	<b>547</b>	<b>3 665</b>



## 2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2018
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	1 581	965	502	3 048
Dotations	-	184	18	202
Reprises utilisées	-	-492	-65	-557
Reprises non utilisées	-237	-	-63	-300
Incidence des variations de change	4	-	-1	3
Variation de périmètre	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 348</b>	<b>657</b>	<b>391</b>	<b>2 396</b>
				<b>Total 2017</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	1 354	413	1 086	2 853
Dotations	227	660	135	1 022
Reprises utilisées	-	-346	-72	-418
Reprises non utilisées	-	-267	-133	-400
Incidence des variations de change	-	-	-9	-9
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	505	-505	-
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 581</b>	<b>965</b>	<b>502</b>	<b>3 048</b>

## NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

### 1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2018 est de 3 643 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année).

### 2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire

lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.



Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les régimes de retraite à prestations définies dans les filiales internationales.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charge de personnel et en charge financière.

Les réductions, les règlements et les coûts des services passés sont comptabilisés en Résultat Opérationnel Courant ou en « Autres produits et charges financiers » selon leur nature. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Dettes de retraite et engagements assimilés	11 927	9 395
Actifs de retraite (fonds)	-	450
<b>Engagement Net</b>	<b>11 927</b>	<b>8 945</b>

Les principaux engagements de retraite se retrouvent dans les filiales françaises et suisses pour lesquelles respectivement des taux d'actualisation de 1,5 % et 0,8 % ont été retenus.

### 3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 272 K€ pour l'année 2018, contre 269 K€ pour l'année 2017.

## NOTE IO – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

### IMPÔTS COURANTS

Pour rappel, une convention d'intégration fiscale a été signée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 entre la société Provence Nouveau Monde (« PNM ») et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à au moins 95 % par Edify. Il s'agit d'une intégration fiscale horizontale conclue pour une durée indéterminée.

Selon la convention, le résultat d'impôt lié à l'intégration fiscale, calculé par différence entre l'impôt réellement payé dans le cadre du résultat fiscal Groupe et la somme des impôts payables individuellement, est imputable à PNM, société tête de Groupe.

Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale au 31 décembre 2018 sont : PNM, Pellenc SAS, NMP, Financière Développement, ZFH, Zurflüh-Feller, Cerf, Profilmar, de Buyer Industries, de Buyer.com et Financière du Jura. À ce jour, il n'y a pas de déficit d'ensemble reportable.

### IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés). Les actifs d'impôt différé ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,

- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit:

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Impôts courants	-11 892	-10 856
Impôts différés	1 868	-1 940
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>-10 024</b>	<b>-12 796</b>

Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/18 Actif	31/12/17 Actif	Impact Compte de résultat 2018
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	6 689	6 707	-396
<i>IDA liés aux retraites</i>	2 555	2 208	300
<i>IDA liés aux méthodes de provisions</i>	698	1 087	3
<i>IDA liés aux dettes fiscales et sociales</i>	1 456	1 649	-240
<i>IDA liés aux justes valeurs</i>	893	1 042	-
Impôts différés sur marges internes	5 725	5 285	552
<b>TOTAL</b>	<b>12 414</b>	<b>11 992</b>	<b>156</b>
	<b>Passif</b>	<b>Passif</b>	
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	15 011	16 525	1 710
<i>IDP liés à la relation clients</i>	9 500	10 036	536
<i>IDP liés aux justes valeurs des immobilisations</i>	1 111	1 532	32
<i>IDP liés aux crédits-bails</i>	1 523	1 441	-90
<i>IDP liés aux différences sur les amortissements</i>	2 379	3 187	605
<i>IDP liés à l'activation des frais de développement</i>	248	298	50
Impôts différés sur marges internes	442	445	2
<b>TOTAL</b>	<b>15 453</b>	<b>16 970</b>	<b>1 712</b>



## NOTE II – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Loyers restant à payer sur locations simples	6 153	5 607
Autres engagements donnés	3 158	7 178
<b>Engagements donnés</b>	<b>9 311</b>	<b>12 786</b>
Garanties d'actifs et de passifs	22 004	22 304
Lignes de crédit non utilisées	182 104	102 042
<b>Engagements reçus</b>	<b>204 108</b>	<b>124 346</b>
Options d'achats d'actifs	17 329	16 164
<b>Engagements réciproques</b>	<b>17 329</b>	<b>16 164</b>

Au cours des exercices 2016, 2017 et 2018, Edify a émis 498 083 parts bénéficiaires pour un montant nominal total de 5 253 634,56 €. Au cours de ces exercices, la Société a pris un engagement et bénéficie d'une option de rachat en vue d'acquérir la propriété de ces parts bénéfi-

ciaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2018, ce rachat impacterait ses fonds propres à hauteur de 3,8 M€. Edify a également d'autres engagements liés à des obligations de rachat de titres. Globalement, ses engagements s'élèvent 12,3 M€ et surviendront entre 2019 et 2024.

## NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

### 1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2018, sont principalement composées de Ligier (10,2 M€) et d'Aceper SL (1,8 M€).

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	11 197	11 661
Variation de périmètre	-776	- 1 401
Quote-part de résultat de la période	1 938	1 001
Dividendes versés	-37	-64
Autres mouvements	-58	-
<b>Quote-part de capitaux propres à la clôture</b>	<b>12 264</b>	<b>11 197</b>

### 2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

#### Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 9.3), il n'existe aucune transaction avec les autres parties liées.

## NOTE 13 - HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 317 k€, dont 306 k€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2018.

En milliers d'euros	31/12/18	31/12/17
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	306	313
<i>Émetteur</i>	96	96
<i>Filiales intégrées globalement</i>	210	217
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	11	10
<b>TOTAL</b>	<b>317</b>	<b>323</b>



## NOTE 14 - ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2018	2017	Correspondance avec les comptes présentés
<b>1. Chiffre d'affaires net</b>	<b>549 647</b>	<b>461 871</b>	Chiffre d'affaires
<b>2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication</b>	<b>11 757</b>	<b>2 776</b>	Achats consommés
<b>3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif</b>	-	-	
<b>4. Autres produits d'exploitation</b>	<b>8 172</b>	<b>6 799</b>	Autres produits de l'activité
<b>5. a) Consommation de marchandises</b> et de matières premières et consommables	<b>-266 408</b>	<b>-204 543</b>	Achats consommés
<b>5. b) Autres charges externes</b>	<b>-6 160</b>	<b>-4 437</b>	Achats consommés
<b>6. Frais de personnel</b>	<b>-161 454</b>	<b>-138 406</b>	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	-123 287	-106 098	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	-34 126	-29 002	
<i>c. pensions complémentaires</i>	-1 845	-1 782	
<i>d. autres frais de personnel</i>	-2 197	-1 525	
<b>7. Corrections de valeur</b>	<b>-31 557</b>	<b>-24 747</b>	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-20 423	-16 375	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	-138	583	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	68	-887	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	-9 142	-4 989	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	-2 985	-1 464	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	931	-1 578	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	133	-37	Charges externes
<b>8. Autres charges d'exploitation</b>	<b>-72 840</b>	<b>-69 690</b>	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>31 156</b>	<b>29 622</b>	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>
<b>9. Produits provenant de participations</b>	<b>-6 074</b>	<b>-5 711</b>	Autres produits et charges financiers
<b>10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant</b>	<b>3 085</b>	<b>1 664</b>	Autres produits et charges financiers
<b>11. Autres intérêts et produits assimilés</b>	<b>1 117</b>	<b>981</b>	Produits financiers liés au placement
<b>12. Corrections de valeur sur immobilisations financières</b> et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
<b>13. Intérêts et charges assimilés</b>	<b>-3 333</b>	<b>6 642</b>	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	6 220	10 839	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	-4 825	-2 847	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	-4 727	-1 350	Autres produits et charges financiers
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-5 205</b>	<b>3 575</b>	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>
<b>14. Impôts sur le résultat</b>	<b>-10 024</b>	<b>-12 796</b>	Impôts sur les bénéfices
<b>15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</b>	<b>1 938</b>	<b>1 001</b>	Quote-part de résultat des entreprises associées
<b>16. Résultat après impôts sur le résultat</b>	<b>17 866</b>	<b>21 403</b>	
<b>17. Autres impôts</b>	-	-	
<b>18. Résultat de l'exercice</b>	<b>17 866</b>	<b>21 403</b>	<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>

**ACTIF**

En milliers d'euros	31/12/18 Net	31/12/17 Net	Correspondance avec les comptes présentés
<b>A. Actif immobilisé</b>	<b>242 846</b>	<b>241 899</b>	
<b>I. Immobilisations incorporelles</b>	<b>46 281</b>	<b>46 592</b>	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	928	954	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	12 238	10 068	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	31 872	34 903	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	1 242	667	
<b>II. Écart d'acquisition</b>	<b>27 513</b>	<b>34 121</b>	Écarts d'acquisition
<b>III. Immobilisations corporelles</b>	<b>135 683</b>	<b>131 230</b>	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	75 144	74 127	
2. Installations techniques et machines	44 788	39 415	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	7 287	6 914	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	8 465	10 774	
<b>IV. Immobilisations financières</b>	<b>33 370</b>	<b>29 956</b>	
1. Parts dans les entreprises liées	12 264	11 197	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	11 175	10 852	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	9 930	7 907	Actifs financiers courants et non courants
<b>V. Impôts différés actifs</b>	<b>12 414</b>	<b>11 992</b>	Impôts différés actifs
<b>B. Actif circulant</b>	<b>386 153</b>	<b>341 539</b>	
<b>I. Stocks</b>	<b>144 111</b>	<b>131 580</b>	Stocks
1. Matières premières et consommables	47 554	53 605	
2. Produits finis et marchandises	96 557	77 975	
<b>II. Créances</b>	<b>117 842</b>	<b>106 215</b>	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	97 217	87 046	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	-8	-	Autres créances
3. Créances envers le personnel	-	450	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	20 633	18 718	Autres créances + Actif d'impôt exigible
<b>III. Valeurs mobilières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse</b>	<b>124 200</b>	<b>103 744</b>	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>C. Comptes de régularisation</b>	<b>2 320</b>	<b>2 617</b>	Autres créances
<b>TOTAL DU BILAN ACTIF</b>	<b>643 732</b>	<b>598 046</b>	



## PASSIF

En milliers d'euros	31/12/18 Net	31/12/17 Net	Correspondance avec les comptes présentés
<b>A. Capitaux propres</b>	<b>310 335</b>	<b>284 984</b>	
<b>I. Capital souscrit</b>	<b>4 860</b>	<b>4 860</b>	Capital
<b>II. Primes d'émissions et primes assimilées</b>	<b>242 803</b>	<b>242 384</b>	Prime
<b>III. Réserves de réévaluations</b>	-	-	
<b>IV. Réserves</b>	<b>21 629</b>	<b>-1 560</b>	Autres réserves
<b>V. Résultats reportés</b>	-	-	
<b>VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)</b>	<b>16 066</b>	<b>21 929</b>	Résultat de la période
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>24 977</b>	<b>17 371</b>	Participations ne donnant pas le contrôle
<b>B. Provisions</b>	<b>18 060</b>	<b>16 108</b>	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	11 927	9 395	Engagements envers le personnel
2. Autres provisions	6 133	6 713	Provisions non courantes et courantes
<b>C. Impôts différés passifs</b>	<b>15 453</b>	<b>16 970</b>	<b>Impôts différés passifs</b>
<b>D. Dettes non subordonnées</b>	<b>298 035</b>	<b>277 551</b>	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes financières envers des établissements de crédit et divers	210 718	193 043	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	45 523	41 521	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	165 196	151 522	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	47 887	48 587	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	47 887	48 587	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	2 488	978	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	56	139	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	56	139	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	35 504	33 860	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	35 504	33 860	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	1 381	944	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	1 140	762	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	241	182	Autres dettes non courantes
<b>E. Comptes de régularisation</b>	<b>1 849</b>	<b>2 433</b>	
<b>TOTAL DU BILAN PASSIF</b>	<b>643 732</b>	<b>598 046</b>	



# Rapport du réviseur d'entreprises agrées



# Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de  
Edify S.A.  
6, Boulevard d'Avranches  
L-1160 Luxembourg

## Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

### OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Edify S.A. et de ses filiales (le "Groupe") comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg.

### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés ni notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

## RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à pour-

suivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young  
Société anonyme  
Cabinet de révision agréé

Jeannot Weyer

Luxembourg, le 2 mai 2019



**Edify mai 2019**

**Réalisation :** Explorations 

**Photos :**

P.2 - Sémaphore photo

P.3 - Vincent Flamion (X Septembre Gallery S.A.)





**EDIFY S.A.**  
**Société anonyme**

**Siège Social**  
6, Boulevard d'Avranches  
1160 Luxembourg  
Luxembourg  
RSC Luxembourg B 190 500  
Tél. : +352 24 83 16 20

**Succursale du Grand-Saconnex**  
29, route de l'Aéroport  
CP 230  
1215 Genève  
Suisse  
Tél. : +41 22 710 05 27

**[www.edify-investmentpartner.com](http://www.edify-investmentpartner.com)**  
**[contact@edify-investmentpartner.com](mailto:contact@edify-investmentpartner.com)**